

L'Espagne ouvre son cœur en accueillant les migrants de l'« Aquarius »

Par Diane Cambon (à Valence), le 17/6/2018 à 06h09

L'arrivée des migrants rescapés de la Méditerranée, dimanche 17 juin à Valence, a été l'occasion d'une formidable mobilisation des Espagnols.

Madrid espère provoquer un débat sur l'immigration au sein de l'Europe.



« Il y aura un avant et après cette journée formidable d'humanité », commente ému le père Angel, prêtre et président de l'association Messagers de la paix. Une écharpe rouge qui vole au vent, cet homme d'Église a tenu à venir sur le quai pour assister à l'arrivée des trois navires à bord desquels ont voyagé durant onze jours les 630 migrants rescapés des eaux libyennes. Les passagers du bateau *Aquarius* ont pu, dimanche 17 juin, poser enfin pied à terre dans un port « ami » et « sûr » selon les termes utilisés par les autorités régionales.

1 000 volontaires

L'administration locale s'est engagée pleinement dans cet effort de solidarité depuis que le chef du gouvernement espagnol, le socialiste Pedro Sanchez, a annoncé la semaine dernière que son pays allait accueillir ces migrants d'une vingtaine de nationalités différentes. Des moyens hors du commun ont été mis en place avec l'aide de différentes associations humanitaires. 2 300 personnes ont été réquisitionnées pour gérer la réception des migrants. La mairie a affrété des bus, déployé des tentes et installé du matériel sanitaire mobile.

LIRE Migrants sur l'*Aquarius* : quel avenir pour les secours en mer ?

Une mobilisation qui est perceptible également au sein de la population. « C'est incroyable la participation des habitants, on déborde d'offres de personnes voulant aider ou donner de leur temps », s'enthousiasme Rafael Gandia, président de la Croix-Rouge pour la province de Valence, qui coordonne près de 1 000 volontaires. Parmi eux, des médecins, des interprètes, des étudiants ou de simples citoyens émus par le drame de l'immigration.

Toute l'Espagne solidaire

Un mouvement de solidarité qui s'est propagé au reste du pays. L'Estrémadure, le Pays basque mais aussi Madrid et Barcelone ont proposé de recevoir dans des centres d'accueil les immigrés sans papiers tant que leur sort n'est pas défini. La législation espagnole est généreuse. Chaque migrant va recevoir une carte de sécurité sociale permettant un accès gratuit aux soins de santé. Une mesure qui avait été retirée en 2012 par l'ancien chef de l'exécutif, le conservateur Mariano Rajoy, alors que l'Espagne traversait une des plus graves crises économiques de son histoire.

LIRE Quels pays d'Europe accueillent le plus de migrants ?

L'accession surprise au pouvoir de Pedro Sanchez a modifié la politique sociale espagnole en matière d'immigration. Les 630 passagers vont être dotés d'un permis de résidence exceptionnelle d'une durée 45 jours, qui leur donnera le temps de régulariser leur situation. À l'exception des Algériens et Marocains qui ont demandé à être envoyés en France, la majorité des réfugiés vont déposer une demande d'asile ou solliciter un permis de résidence.

Quant aux 123 enfants non accompagnés, ils seront pris en charge par les autorités et remis aux éducateurs des foyers de jeunes. « Nous avons beaucoup de personnes qui viennent du Darfour, d'Érythrée mais aussi du Bangladesh ou du Pakistan. Tous ces gens-là demandent à être intégrés dans le pays », assure Hassiba Hady Sahraoui,

membre de Médecin sans frontières, qui était à bord de l'*Aquarius*.

Des critiques à droite

En ouvrant ses portes aux candidats à l'exil, Madrid espère provoquer un débat sur la question de l'immigration au sein de l'Europe. « *Il s'agit d'aborder ce sujet de façon urgente mais avec un regard humain* », a commenté le ministre des affaires étrangères Josep Borrell. Demain, les députés socialistes veulent présenter une proposition parlementaire pour que l'Espagne, avec le soutien de tous les partis, oblige ses collègues européens à traiter le thème de l'immigration de façon globale.

Or certaines voix dans l'opposition de droite commencent à exprimer des critiques vis-à-vis de cette politique d'accueil, qui dénote avec le reste de l'Europe. « *Nous avons la chance pour l'instant qu'aucun parti anti-immigration ne surgisse mais il faut contrôler ces flux migratoires, car ils risquent de susciter des tensions* », assure Emilio Lano, Président de l'Institut espagnol Elcano. L'Espagne, qui se remet à peine de la crise économique, ne bénéficie pas encore d'un marché du travail suffisamment dynamique permettant d'absorber une main-d'œuvre étrangère, comme ce fut le cas lors des années d'euphorie.

Diane Cambon (à Valence)